

7 Jours Filpac CGT

N° 99 - 2 avril 2010

Sommaire

- **14 avril** PQR PQD..... p. 2
- **26 avril** Tous à Linselles..... p. 3
- Pour un monde sans armes nucléaires..... p. 4
- Baisse du pouvoir d'achat : l'Insee avoue..... p. 4
- Mediapost Wittenheim-fin de conflit..... p. 5
- Populaire du centre : non à la fermeture..... p. 6
- Otor : appel à tout le personnel..... p. 7
- 5 mai journée d'étude retraite..... p. 8

Ça chauffe à la Bastille...

Otor, Smurfit, Gascogne Paper, SCA, Le Télégramme, Presse Océan, CPI Bussière, Le Populaire du Centre, Sud-Ouest, Mediapost, Nice Matin...

Ce n'est pas un inventaire,.. Juste le début de la liste des mouvements, conflits, grèves, qui s'accumulent. La vraie vie, quoi. Pas celle des médias.

Alors, dans un tel contexte, pourquoi les autres confédérations refusent à la CGT une suite au 23 mars ? Y a pourtant pas d'escargot sur le drapeau du mouvement syndical !

Deux rendez-vous fédéraux majeurs :

- Le **14 avril** place des Etats-Unis, siège du syndicat patronal de la presse quotidienne régionale, sur les salaires et la négociation GPEC.
- Le **26 avril** devant l'entreprise Linselles (Nord) du groupe papetier SCA, menacée de fermeture – 280 emplois à la clé. Un rassemblement de **la journée nationale d'action sur l'emploi Filpac CGT**. Ce rassemblement avec l'UD du Nord et la Fédération THC CGT.
- Les luttes se multiplient : sur les salaires, contre les menaces sur l'emploi. Les autres confédérations n'ont pas accepté de donner **suite au 23 mars** et attendent le 1^{er} mai. Comme si on avait le temps...
- Les revendications n'attendent pas. La Filpac CGT non plus.

Salaires PQR-PQD

Le 14 avril, il faut que ça monte !

**2009 a été une année blanche et sèche sur les salaires en PQR et PQD.
2010 aussi ?**

Le patronat de la presse n'est d'accord que sur une seule chose : **casser l'augmentation sur le salaire réel**. Sous entendu, le salaire ne serait que la « récompense » de la performance individuelle dont le montant serait lié aux seuls résultats des entreprises.

Déjà des DRH se sont octroyé le droit d'annoncer qu'il n'y aurait pas d'application d'un éventuel accord dans la branche. **Ils s'érigent en juges qui condamnent les accords de branche.**

En plus, le patronat n'échange pas le salaire contre l'emploi tout simplement parce qu'il attaque les deux avec la même brutalité.

Son seul dogme : restaurer les profits en baissant la masse salariale qui est sa seule variable d'ajustement. Ça n'a jamais fait vendre un journal de plus mais l'Actionnaire veille...

Tout cela « parce que la crise » !

Elle ne semble affecter ni le Crédit Mutuel ni Bolloré, qui s'installent durablement dans la presse. Un secteur si peu « rentable » - à en croire le SPQR - qui intéresserait quand même ces mastodontes ? **Cherchez l'erreur...**

Les directions d'entreprises ne disposent plus de « primes soupapes » qui permettaient d'éviter un conflit. C'est la rançon de la concentration de la presse et de la constitution d'états-majors de groupes.

**Pourtant l'exaspération sur les salaires est réelle. Elle est justifiée.
La FILPAC répond présent !**

C'est pourquoi le 14 avril, toutes les équipes de PQR-PQD sont appelées à venir Place des Etats-Unis, dès 10 h 30, pour soutenir la délégation FILPAC-CGT, qui défendra :

- **La pérennité de l'augmentation sur le salaire réel donc de l'accord de branche**
- **Une augmentation générale des salaires réels de 5 %**
- **Une prime de rattrapage pour 2009 pour tous les salariés, toutes catégories confondues, de l'ordre de 300 €**

La délégation soumettra ces revendications à l'ensemble des équipes PQR-PQD.

Et si le 14, les salariés ne sont pas entendus...

Elle est ouverte à une rencontre intersyndicale pour déterminer une démarche unitaire sur la politique salariale en PQR-PQD.

Le 14 avril, tous place des Etats-Unis !



Toutes et tous à Linselles le 26 avril

Mais de quel droit l'état-major du groupe SCA prétend-il rayer de la carte, d'un coup, 280 emplois à Linselles, dans le Nord ? De quel droit dispose la direction suprême d'un groupe de 53 000 salariés, présent dans 52 pays, qui roule sur l'or ? Un droit supérieur à l'Etat suédois, où il est basé ? Un droit supérieur à l'Etat français ? Un droit patronal au dessus de toutes les lois ? Parce que la crise ? Elle a bond dos la crise, c'est une aubaine, pour eux ! Linselles n'est pas la première usine qu'ils veulent fermer, mais c'est une fois de trop !

Loin, là-bas, **dans des bureaux luxueux, ces gens ne connaissent pas les noms**, les visages de celles et ceux qu'ils veulent envoyer au chômage. Quand on se retrouve au chômage, c'est pour longtemps. Et, passé un certain âge, c'est pour le reste de la vie ! Qu'importe aux maîtres de SCA : pas assez de profits, paraît-il ! Alors ils délocalisent. Comme ça, l'état-major SCA espère opposer les salariés suédois et polonais aux salariés de France, car le travail part à Falkenberg (Suède) et Olawa (Pologne). Misérable manœuvre... pour quelques dollars de plus ! Demain le travail partira de Suède et de Pologne, car la machine infernale à faire des économies sur les salaires ne connaît ni frontières ni continent. Les patrons de SCA mettent en marche l'opération « usine nomade ».

Pour les fédérations CGT Textile Habillement Cuir et Filpac, **il faut enrayer le mécanisme de la destruction de l'emploi industriel**. Parce que c'est inhumain de priver un salarié de sa seule ressource, son travail. Parce que seul l'emploi industriel crée de la richesse. Parce que les produits de Linselles SCA appartiennent au domaine de la santé publique et que, de ce fait, ils se vendent toujours plus. C'est aux grandes surfaces de réduire leurs formidables profits, les Auchan, Leclerc, Casino et consort. SCA fait des profits sur les besoins de santé, SCA doit partager les profits avec les salariés. Ce n'est pas aux salariés de Linselles de payer !

Pour les deux fédérations CGT, **la priorité doit être donnée à l'emploi industriel**, pas aux profits financiers. Pour imposer cette priorité, les remèdes sont solidarité et action : tous les salariés des deux fédérations, avec l'Union départementale du Nord, sont appelés à venir à Linselles le 26 avril.

L'enjeu est clair : ou bien, ensemble, salariés et CGT imposent d'autres choix que la destruction des emplois, ou alors, une fois de plus, ce sera la prime à la valise et le chômage au bout !

Pour la pérennité du site industriel de Linselles

Pour le maintien des emplois sur le site

Pour que les pouvoirs publics imposent un autre droit que le prétendu droit patronal de délocaliser

Pour que SCA consacre une part supérieure de ses profits à sa responsabilité sociale sur l'emploi

Pour construire une solidarité durable entre salariés, par delà les frontières et les nationalités

Pour faire de Linselles SCA une étape de la reconquête de l'emploi industriel

Toutes et tous à Linselles le 26 avril

Accueil à partir de 12 heures - 59 rue de La Vignette 59126 Linselles (Nord)

UNI global union

POUR UN MONDE SANS ARMES NUCLEAIRES !

Notre organisation internationale, UNI, prépare son congrès mondial qui se tiendra à Nagasaki (Japon) en novembre 2010.

Nagasaki est l'une des deux villes, avec Hiroshima, qui a connu le désastre d'une explosion nucléaire.

Il y a 55 ans cette année, le 9 août 1945, la bombe nucléaire au plutonium était « expérimentée » sur Nagasaki, après celle à l'uranium 235 sur Hiroshima le 6 août. 70 000 morts en quelques secondes.

Dans le cadre de ce congrès, UNI organise une marche pour la paix et lance une pétition mondiale, adressée à M. Ban Ki-Moon, secrétaire général de l'ONU, pour un monde sans armes nucléaires.

UNI vise le nombre de 10 millions de signataires.

La FILPAC-CGT appelle tous ses membres et au-delà, à la signature de cette pétition qui peut se faire en ligne sur le site de Union Network International, en cliquant sur « Breaking through for PEACE ».

<http://www.uniglobalunion.org/Apps/iportal.nsf/pages/homeEn>



Mediapost Wittenheim : accord signé ! On aurait p't-être pu commencer par là, non ?

Après 6 jours de conflit, les salariés de la plate-forme de Wittenheim ont obtenu satisfaction. Tous les salariés, ou presque, ont tenu bon pendant 6 jours et... 5 nuits. Tous les salariés en profiteront ! Il fallait cette ténacité, car le simple fait, en apparence banale, d'obtenir une négociation faisait partie de la démarche revendicative. D'aucuns déploreront que « décidément en France on a la culture du conflit ». Mais qui l'impose ?

Par delà un détour par les tribunaux, éviter les négociations n'était plus possible : de 14 heures à 20 heures le 31 mars, la direction s'est trouvée en situation de négocier et d'aboutir avant le 1^{er} avril. Après la dramatisation précédente, cela n'aurait pas fait sérieux, une fin en queue de poisson...

- En préalable, la direction a accepté de renoncer aux sanctions en cours contre les six salariés de la plate-forme concernée.
- Elle a souscrit à l'ouverture de négociations, dont le début est daté du 13 avril, sur les aménagements de rythmes de distribution.
- Engagement a été pris par le responsable régional de prendre en compte les cadences, qui seront évaluées paritairement au cours de ces négociations.
- Simultanément, ce 13 avril 2010, des négociations s'ouvriront sur l'organisation matérielle de la douane, du picking et de la procédure de la prise de service des distributeurs. La direction s'est d'ores et déjà engagée à considérer que tout quart d'heure entamé sera rétribué. Cette mesure est inscrite dans la convention collective mais n'était pas appliquée à Wittenheim.
- La direction s'est engagée formellement à ce qu'aucune mesure disciplinaire ne soit engagée contre les salariés grévistes.
- Toutes les procédures d'astreinte et les frais de justice, suite à la décision du tribunal de grande Instance de Mulhouse, sont abandonnées par Mediapost.
- En lieu et place de la revendication de 150 euros revendiquée par les grévistes pour compenser les nombreuses intempéries de cet hiver, la direction a proposé d'intégrer 14 heures dans le compte de modulation annuelle de tous les distributeurs. Le compte y est.

Cet accord de fin de conflit, signé par la FILPAC CGT et le Syndicat du Livre de Mulhouse, représente une feuille de route de tous les militants CGT de Mediapost. Il est démontré par le présent accord qu'il est possible d'obtenir des avancées pour les distributeurs dans le cadre de négociation au sein même des plates-formes.

La FILPAC CGT appelle tous les salariés de Mediapost à prendre contact avec les délégués syndicaux CGT afin de leur faire part de leurs problèmes et de leurs revendications. Si la branche de la distribution directe et la direction de l'entreprise continuent d'être aux abonnés absents, alors le lieu de travail devient l'endroit où faire valoir les revendications.

**L'accord de Mediapost Wittenheim peut et doit faire jurisprudence.
Se faire entendre, c'est possible.**

Wittenheim, le 1^{er} avril 2010



Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex
Tél. 01 48 18 80 24 Fax 01 48 51 99 07

Site Internet : filpac-cgt.fr

La FILPAC-CGT apporte tout son soutien aux camarades du Populaire du Centre dans leur lutte engagée pour l'emploi.

L'annonce de la fermeture de l'imprimerie entre dans le plan général du Groupe de recomposition des sites d'impression et se situe en droite ligne avec les licenciements engagés à la Nouvelle République du Centre Ouest.

Au regard du dossier, il apparaît que cette annonce correspond plus à une casse d'emplois qu'à une véritable politique de développement du titre.

La direction du groupe Centre France veut s'appuyer sur le plan GPEC négocié actuellement dans la branche pour finaliser son opération capitalistique.

Or la GPEC en cours de discussion est un dispositif de développement des compétences et qualifications mais surtout pas de casse de l'emploi.

Les aides des pouvoirs publics sont destinés à aider les entreprises à passer le virage numérique et en aucun cas à les subventionner pour faciliter la concentration de la presse.

La FILPAC-CGT en appelle à la solidarité, dans l'unité la plus large, pour contrebalancer ce projet destructeur d'emplois.

Montreuil, le 30 mars 2010

Lettre hebdomadaire de la Fédération des travailleurs des industries
du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin - gerson@filpac-cgt.fr - Antoine Peillon, Christian Gourdet, Yvon Huet
FILPAC-CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 48 18 80 24 - Fax : 01 48 51 99 07 filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr

INFORMATIONS A TOUS LES PERSONNELS DU GROUPE OTOR

Ce courrier s'adresse à tous les personnels du groupe (ouvriers, employés, agents de maîtrise et cadres), quelle que soit l'entreprise ou la société, il faut que vous sachiez :

Depuis des années un flou artistique chapote les négociations annuelles sur les salaires, le 13 janvier 2010, un courrier a été adressé à notre DRH pour enfin trouver une solution, établir un diagnostic de certaines situations et affiner un document qui permettrait à la direction et aux partenaires sociaux d'entamer ces négociation sans suspicion, défense d'intérêt ou d'informations opaques.

Le constat est sévère et probant : REFUS DE DONNER CERTAINES INFORMATIONS, CHIFFRES ERRONÉS, AUCUNE INFORMATION SUR CERTAINES QUESTIONS.

Vous comprendrez l'état d'esprit dans laquelle tous les élus CGT cette année ont abordé cette négociation, ensuite, nous sommes passés aux revendications des organisations et aux propositions de la direction, et là, stupeur et douche froide.

1,2% et en deux fois pour les meilleurs et 0,9% pour les moins bons. Vous comprendrez la réaction des personnels et des organisations syndicales.

Depuis, les salariés d'OTOR DAUPHINÉ ont arrêté le travail le 25/03/10, OTOR GODARD débraye par ½ heure par équipe et OTOR NORMANDIE a débrayé 2 heures le 30/03/10 avec arrêt de l'onduleuse sur deux factions.

Nous comprenons la réaction de nos directions et surtout de la direction générale, qui désinforme, s'embrouille dans les communiqués, fustige la CGT et ses élus, mais quelle perte de temps, ce temps qui coûte à l'entreprise et surtout aux salariés.

Toutes les organisations syndicales CGT responsables et mandatées par les salariés du groupe, 1^{eres} organisations syndicales représentatives, ne se laisseront pas intimider par le chant du loup, nous allons consulter tous les salariés qui a l'évidence ne sont ni entendus par les directeurs et encore moins par Mr Jean Marie PAULTES Directeur Général.

Nous allons nous faire entendre à PUTEAUX, puisque la province gronde mais qu'elle n'est pas entendue, et proposer aux personnels d'aller demander des comptes à l'actionnaire au TROCADERO, Une nouvelle fois inviter la direction à revoir ses propositions et sa position, il n'y a pas plus terrible chez un salarié que la rancœur et l'amertume.

Le bras de fer que la Direction Générale a engagé vis-à-vis de la CGT est préjudiciable pour l'intérêt de tous, l'impact sur le dialogue social sera lourd de conséquences

La direction générale du groupe OTOR aura de grosses responsabilités sur les conséquences sociales que cela pourrait générer.

Le secrétaire de la coordination CGT
TORIGNI SUR VIRE, le mercredi 31 mars 2010



Montreuil, le 30 mars 2010

Chers camarades,

Comme décidé lors de notre comité général, la Fédération organise une :

Journée d'étude sur la campagne retraite « plan 2010 »

Le 5 mai 2010 de 9 h 30 à 17 H (salle 15 - entresol - noyau B)

Bourse nationale du Travail CGT

263, rue de Paris 93100 Montreuil (métro Porte-de-Montreuil)

- Quelles sont les conclusions du Conseil d'orientation des retraites ?
- Une réforme du système sera-t-elle proposée ?
- Les différents systèmes en Europe et dans le monde.

Les propositions de la CGT :

- Les moyens du financement des retraites.
- Le montant des retraites.
- L'âge d'ouverture des droits à la retraite.
- La prise en compte de la pénibilité et sa définition.

Voici quelques - uns des points qui seront abordés au cours de cette journée d'étude.

Il est inutile de rappeler l'importance de ces négociations, qui, à cette date, auront débuté et qui, selon le gouvernement, devront être terminées en septembre.

Les frais de participation s'élèvent à 50 euros (restauration, documents, location de la salle)

Merci de retourner le bulletin de participation à **Valérie avant le 12 avril 2010.**

edard@filpac-cgt.fr ou Fax : 01 48 51 99 07.

Bulletin d'inscription à la journée d'étude Campagne Retraite « plan 2010 » le 5 mai 2010

Nom : _____ **Prénom :** _____

Syndicat _____ **Adresse :** _____

_____ **Mail :** _____ **Tél :** _____